

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

N° 84

Mercredi 8 février 1978

PRIX : 1 F

EDITORIAL

Travailleurs, élisez des députés de Combat Ouvrier

LE 12 mars le gouvernement des possédants, des privilégiés et des riches donnera aux travailleurs le droit de faire de la politique en allant élire des députés au Parlement.

Ce droit là, les gouvernants ne consentent à l'accorder aux travailleurs qu'une fois tous les cinq ou six ans — lors des consultations électorales. Mais ce même droit, ils le leur refusent en temps habituel, ne serait-ce qu'en interdisant aux travailleurs de faire de la politique dans les entreprises ou en réservant les moyens matériels d'en faire uniquement aux politiciens professionnels.

Oh, certes, ceux qui sont les maîtres de la société ont pris leurs précautions pour que les élections ne menacent en rien leur situation.

On ne nous demande pas de décider par nos votes de ce qui est important pour notre vie quotidienne. Il ne s'agit de voter ni sur le niveau des salaires, ni pour mettre fin aux licenciements, ni pour dicter nos mesures contre le chômage.

Si les riches et ceux qui gouvernent en leur nom laissent aux travailleurs le droit de vote, c'est uniquement parce qu'en temps normal ils ont besoin pour couvrir leurs mauvais coups contre la population laborieuse et faire passer leurs lois scélérates et anti-populaires, de l'approbation ouverte de ceux que les travailleurs envoient eux-mêmes siéger au Parlement.

Cela c'est le jeu que respectent les hommes politiques de la droite. Ils le revendiquent ouvertement. Mais il en sera de même si ce sont des politiciens de gauche qui gouvernent demain. Eux se présentent comme les défenseurs et les représentants des travailleurs, mais ils sont d'une façon différente eux aussi au service des possédants. Et si demain ces élections conduisaient la gauche au gouvernement, si elles faisaient de Mitterrand le Premier ministre de France, les travailleurs n'en auraient pas plus à en attendre que des gouvernements de droite.

Mais cela signifie-t-il qu'il n'y a rien à faire à ces élections pour les travailleurs ? Eh bien non ! Nous pensons que les travailleurs peuvent utiliser efficacement la possibilité qu'on leur donne de faire de la politique. Ils peuvent profiter de ces élections pour envoyer à l'Assemblée nationale des députés qui les représenteront vraiment. Ils peuvent faire en sorte que ceux qu'ils éliront ne soient pas des ennemis qui recherchent leur approbation, ni des députés soi-disant de gauche qui, demain, obéiront au doigt et à l'œil à un Mitterrand chef de gouvernement ou à ses acolytes ministres, s'appelleraient-ils Marchais !

Ces élections doivent servir à élire des députés mais en même temps elles décideront de qui aura la majorité au Parlement et donc de qui sera au gouvernement. Mais que ce soit la droite ou la gauche qui gagne les élections, pour les travailleurs cela ne changera rien d'important.

La droite c'est le parti de ceux qui défendent les intérêts des grands capitalistes des Dassault, Empain et autres. Leurs amis ce sont les possédants, les Hayot, Simonnet, Martin De Lucy, de Pompignan, tous gros capitalistes antillais qui accaparent des milliers d'hectares de terres ou qui contrôlent le fructueux secteur de l'import-export.

Et la droite des Chirac-Barre, la droite de ceux qui sont leurs sous-fifres aux Antilles (Sablé, Petit, Guillod, Nicolo, ou Moustache) qui représente-t-elle ? Eh bien, encore des gens comme ce baron Empain dont l'enlèvement a permis de connaître l'immense fortune dont il dispose. Cette fortune est si colossale que la presse a oublié de mentionner les trois usines que son groupe contrôle en Guadeloupe avec les milliers d'hectares de terres plantées en canne à sucre.

Oui, le baron Empain, lui, n'a pas besoin de voter, car pour atteindre ceux qui gouvernent, il n'a pas besoin d'aller très loin. N'est-il pas un proche de Giscard d'Estaing !

Pour ces gens-là, Giscard et ses acolytes de droite ont toutes les attentions et ils leur accordent sans rechigner ce qu'ils demandent. Y compris si c'est la santé et la vie des travailleurs.

Les travailleurs n'ont aucune raison de se faire représenter par des députés qui font partie de ce camp-là. C'est le camp de leurs ennemis mortels. Et tous ceux qui se sont laissés abuser par ces politiciens ont intérêt à leur refuser leurs suffrages s'ils ne veulent pas voter pour leurs exploités directs et sans fard.

VOTEZ COMBAT OUVRIER

Nos candidats
en Guadeloupe
et en Martinique

MARTINIQUE :
1^{re} circonscription (Nord) :
MAGIT Jean-Jacques, 28 ans, ouvrier métallurgiste, militant syndical.

Suppléant :
BEAUJOUR Gérard, membre de la direction de Combat Ouvrier.

2^e circonscription (centre) :
JOACHIM-ARNAUD Ghislaine, 26 ans, employée au centre hospitalier de Fort-de-France, militante syndicale.

Suppléant :
MAUGEE Louis, membre de la direction de Combat Ouvrier.

3^e circonscription (sud) :
ELISABETH Henri, 27 ans, agent technique à l'EDF, militant syndical.

Suppléant :
SYLVIUS Claude, employé.

GUADELOUPE :
1^{re} circonscription :
CELESTE Max, 29 ans, membre de la direction de Combat Ouvrier, documentaliste.

Suppléant :
PAUL Christophe, ouvrier plombier.

2^e circonscription :
SENE Gérard, membre de la direction de Combat Ouvrier, employé.

Suppléant :
TREIL Bruno, enseignant.

3^e circonscription :
ANAIIS Philippe, 35 ans, enseignant.

Suppléant :
CATOR Gratien, ouvrier agricole.

Une travailleuse révolutionnaire candidate à Fort-de-France

EN Martinique, la seule femme candidate est une militante de Combat Ouvrier, Ghislaine Joachim Arnaud, employée au Centre hospitalier de Fort-de-France. Notre camarade, militante syndicale, a participé à toutes les luttes des hospitaliers au cours de ces dernières années. Elle a dirigé en 1976 la grève victorieuse de l'hôpital et fut élue membre du comité de grève.

Cette candidature prend toute sa signification à l'heure même où les femmes sont systématiquement écartées de la politique. On ne leur laisse que le droit d'être doublement exploitées, en tant que travailleuses, et aussi en tant que femmes. Plus mal payées, elles sont les premières licenciées, sans compter les conditions dégradantes que veulent parfois leur imposer à l'embauche patrons ou petits chefs aux Antilles.

Tous les jours les femmes sont tenues à l'écart de la politique. Aujourd'hui on leur donne un bulletin de vote. Les femmes ont intérêt à s'en servir pour élire des députés de Combat Ouvrier. En particulier à Fort-de-France, au Lamentin et à St-Joseph, elles ont tout à gagner à élire une

femme, une militante, une travailleuse, une militante de Combat Ouvrier, Ghislaine Joachim-Arnaud.

Les gens de la droite, de ces partis qui ont systématiquement écarté les candidatures féminines ne risquent guère de s'opposer à toutes ces injustices à l'égard des femmes qu'ils méprisent. Les femmes des Antilles ne peuvent espérer davantage des candidats de la gauche. Ces gens-là ne se mettront pas en travers des injustices et des mesures discriminatoires qui peuvent frapper les femmes. Si le gouvernement futur est celui de la gauche, ces hommes-là lui seront trop liés pour oser protester et dénoncer les conditions imposées à la femme dans cette société.

Les femmes des Antilles ont donc bien des raisons de voter pour élire des députés de Combat Ouvrier, des députés qui refusent et combattent toute oppression tant vis-à-vis des travailleurs que vis-à-vis des femmes, et qui n'auront pas peur de s'opposer à ceux qui nous gouvernent, car ils n'ont de compte à rendre à aucun des partis de gouvernement.

Travailleurs antillais en France

VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

EXPLOITES comme tous les autres travailleurs en France, les travailleurs antillais auront leur mot à dire à propos des prochaines élections législatives.

Et nous ne nous priverons pas. Nous aurons en effet beaucoup de choses à dire sur cette droite qui à chaque élection promet une nouvelle société mais qui en permanence soutient, aide, favorise les capitalistes contre les travailleurs. Cette droite au service de la bourgeoisie qui par tous les moyens essaie de faire payer la crise par les travailleurs. Cette droite qui, pour diviser les travailleurs, n'hésite pas à user de la démagogie anti-immigrés, favorisant par là même une remontée du racisme, qui touche aussi les travailleurs antillais en France.

Cette droite donc, nous, travailleurs antillais, devrions la dénoncer, et expliquer à tous nos camarades de travail que voter pour elle c'est la remercier, c'est remercier les Barre et Chirac pour l'inflation, les licenciements, le chômage, le racisme au quotidien.

Mais nous avons aussi bien des choses à dire sur cette gauche, dont les querelles ont pour mobile principal, le nombre de ministres que chacun aura. Cette gau-

che qui dit tout haut qu'elle veut tout garder (la Constitution de 1958 par exemple) parce qu'elle ne veut rien changer...

Les travailleurs ne peuvent pas faire confiance à cette gauche. C'est pourquoi nous, à Combat Ouvrier, nous pensons que les travailleurs en France se doivent d'élire des députés qui ne participent pas à la course aux ministères, des députés qui ne seront liés à aucune majorité de droite comme de gauche, des députés dont la seule préoccupation sera d'informer les travailleurs de toutes les initiatives que la bourgeoisie, par ministres de gauches ou de droite interposés, ne manquera pas de prendre contre les travailleurs.

Ces députés que doivent élire les travailleurs sont les candidats de Lutte Ouvrière. Ce seront des députés de gauche supplémentaires qui soutiendront toutes les propositions de lois favorables aux travailleurs. Mais ce seront des députés de gauche particuliers car ils dénonceront toutes les manœuvres anti-ouvrières. Par ailleurs, ces camarades sont les seuls qui dans cette campagne reconnaissent et soutiennent

le droit des travailleurs des Antilles à décider eux-mêmes de leurs affaires, à déterminer l'avenir de leur pays.

Les travailleurs antillais doivent soutenir et contribuer à élire de véritables députés ouvriers, des députés de Lutte Ouvrière.

Pour notre part, nos camarades soutiendront directement ces listes. Des travailleurs antillais se réclamant de notre tendance seront en effet aussi candidats sur les listes de Lutte Ouvrière.

Les candidats antillais présentés par Lutte Ouvrière sont :

BIBRAC Jocelyn, magasinier, 30 ans, 7^e circonscription des Bouches du Rhône.

DIVIALLE Emmanuel, plombier, 29 ans, 27^e circonscription de Paris.

DUREAL Alex, ouvrier qualifié en électronique, 29 ans, 2^e circonscription de la Seine-Saint-Denis.

LAMAIN Jocelyn, ouvrier qualifié, 25 ans, 5^e circonscription du Rhône.

LAUPA Victoire, secrétaire, 28 ans, 6^e circonscription de la Seine-Saint-Denis.

VALENTINO Gérard, enseignant, 27 ans, 5^e circonscription du Val-d'Oise.

Les partis et les hommes de droite dans la course électorale en Guadeloupe

EN Guadeloupe, les partis de droite, RPR, RP ou autres formations, se sont déjà lancés dans la bataille électorale. Tour à tour, une série de candidatures est annoncée. Dans la première circonscription, on ne compte pas moins de cinq candidats de droite, en la personne de Moustache (RPR), Touchaud (PR), Nicolo, Beaujan et Vivies. Dans la troisième circonscription, le candidat député sortant sera évidemment Guillo. Cette dispersion des candidats de droite, montre à quel point les ambitions personnelles priment pour ces messieurs. Tous espèrent sinon être élus, au moins être suffisamment bien placés pour marchander leurs voix dans la course aux postes et aux honneurs, après les élections. Tous tiennent le même langage, celui du maintien du système départementaliste et mènent déjà campagne contre toute forme de changement : autonomie ou indépendance. Tous ont pour but d'effrayer la population avec la seule idée que le changement de statut entraînerait misère et désastre pour le pays. Ils ne prêchent ni l'espoir ni la dignité, mais le pire.

Certains, pédants et verbeux à souhait, se font les chantres du grand rassemblement des Guadeloupéens, comme Touchaud par exemple.

Eux aussi parfois prétendent pouvoir changer quelque chose, mais ce sont ces mêmes hom-

mes ou leur parti qui, depuis des années et des années siègent dans toutes sortes d'assemblées locales : Conseil Général, Conseil Economique et Social, Municipalité et dans les Conseils d'administration des grandes sociétés.

Mais leur bilan est entièrement négatif. Ce sont eux qui ont toujours soutenu la politique du gouvernement colonialiste et qui sont aussi responsables de la misère, du chômage, des bas salaires. Ils

n'ont même pas l'excuse d'être des hommes nouveaux, ce ne sont que de vieux routiers de la politique et des combines locales qui se trament dans les couloirs du Conseil Général et de la préfecture. Leur parti, RPR ou PR, sont au pouvoir depuis plus de 20 ans et le pays s'enfoncé toujours plus dans le marasme économique et social.

Les travailleurs doivent savoir que tous ces hommes de droite ne leur apporteront encore une

fois rien de plus, car ils ne leur ont jamais rien rapporté dans le passé.

Il faut les dénoncer comme les instruments de la politique du colonialisme en Guadeloupe, comme les responsables du cauchemar quotidien que vivent des milliers d'ouvriers agricoles, bâtiment, de femmes, de jeunes chômeurs. Il faut les dénoncer comme les marionnettes derrière lesquelles les Giscard, Chirac et Stirn tirent les ficelles.

Martinique

quand les appétits des politiciens de droite se éveillent

Avec l'approche des élections législatives, les appétits se réveillent et nombreux sont ceux qui se mettent sur les rangs, espérant décrocher la timbale le 12 mars. Ainsi, en Martinique, la circonscription du Sud semble être le champ clos des rivalités entre les différents politiciens de la droite.

Le député sortant est Victor Sablé, caméléon doué d'une souplesse d'échine remarquable. Elu socialiste en 1945, il devint conseiller de la République (sénateur) grâce aux voix du PC. 1958 le voit député du Sud en tant que membre du PPM. Cela ne dure pas longtemps car en 1962 il a

abandonné le PPM pour les Indépendants. En 30 ans, ce politicien a donc été soutenu par toutes les formations politiques en Martinique. C'est le candidat des gros propriétaires fonciers qu'il représente au Comité Interprofessionnel Bananier. Le Sud ne produit plus de bananes, mais Sablé défend toujours les rois de la banane.

Contre lui, on parle avec insistance de Charron, le maire du Marin, mais mieux connu comme étant l'homme du SIDER, syndicat de développement régional qui fit faillite avec un trou de 600 %. Actuellement, sentant le vent tourner, Charron critique féroce le RPR. C'est pour-

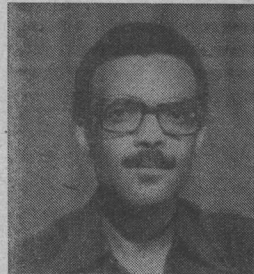
tant grâce à l'appui de la majorité qu'il fut élu en 1977 au Marin.

Autre candidat possible, Dougué, le Sablé moderne. Suppléant du communiste Gratiant aux législatives de 1973, il soutint les capitalistes de Lapalun dans leur tentative de voler plusieurs centaines d'hectares de mangrove à Rivière-Salée.

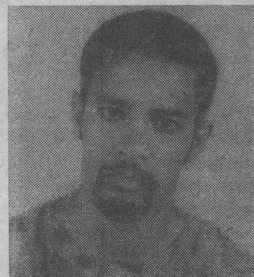
Comme on le voit, les candidats ne manquent pas. Car toute une frange de politiciens de droite essaient de ne pas compromettre leur avenir en se démarquant d'hommes usés jusqu'à la corde et qui seraient de peu d'utilité si la gauche passait.



Joachim-Arnaud Ghislaine, candidate 2^e circonscription en Martinique.



Céleste Max, candidat 1^{re} circonscription en Guadeloupe.



Anais Philippe, 3^e circonscription en Guadeloupe.

La droite dans les élections, une large pratique du brigandage électoral!

DEPUIS que le suffrage universel existe en Martinique, la fraude et le brigandage électoral sont le mode d'existence de la réaction coloniale en période électorale. Bourrage des urnes, vote des morts, bagarres dans les bureaux de vote étaient monnaie courante jusqu'à il y a encore quelques années.

Ces fraudes inspirées directement par l'administration coloniale connurent certainement leur apogée lors des élections municipales de mai 1925 qui firent 1 mort à l'Ajoupa-Bouillon, 2 morts à Ducos et 12 morts et 11 blessés

au Diamant, assassinés par les gendarmes coloniaux pour assurer le triomphe des candidats officiels.

Actuellement, la fraude ne s'exerce pas de manière aussi ouverte et aussi sanglante, mais il n'est pas moins vrai qu'elle existe réellement et sauve bien des candidats de droite en position difficile. L'un des derniers cas en date est celui de la commune du Marin, où Charron battit Désiré, le candidat du PPM, lors des municipales de 1977. Là, il y avait 3 listes électorales différentes, ne comportant pas le même

nombre d'électeurs, ce qui fait que tel électeur inscrit sur une des listes n'était pas inscrit sur les autres.

Il y a bien sûr le cas du Marigot où chaque élection donne lieu à des déchaînements de violence de la part des partisans de Renard.

Mais d'autres moyens restent entre les mains des maires de droite pour forcer le citoyen à « bien voter ». Il y a bien sûr l'achat des voix contre espèces sonnantes et trébuchantes. Il y a le contrôle du passage à l'isoloir : celui qui ne vote pas à bulletin

ouvert est accusé purement et simplement d'avoir voté contre le maire.

L'utilisation des véhicules et des agents municipaux, violation caractérisée de la loi électorale, est chose courante par les élus en place. C'est ainsi que Stéphanie, le maire du Robert, mobilisa les véhicules municipaux en 1977 pour aller chercher les électeurs et leur faire faire le « bon choix ».

Il y a enfin le contrôle des employés municipaux. Ceux qui ont voté contre le maire en place peuvent être brimés, mutés,

déplacés, et même licenciés. C'est le cas du Saint-Esprit, du Vauclin, du Marin, où les employés municipaux ont mené une campagne de défense contre les nouveaux maires qui en ont licencié une partie.

Tous ces faits démontrent bien que si les candidats de droite n'ont pas recours à des méthodes aussi brutales qu'auparavant, ils n'hésitent pas à tricher et à frauder impunément avec la bénédiction de l'administration coloniale, qui ne fait rien pour réprimer ces excès connus de tous, quand elle ne les inspire pas directement.

ORGANISER LA LUTTE

Depuis plus de deux mois, on assiste en Guadeloupe à une succession de grèves dans bon nombre d'entreprises.

Après la grève des Ciments Antillais, il y eut celle des travailleurs de l'usine Beauport, des Chantiers Vivies, de la Sogieg, des travailleurs de l'Hôtel « Les Alizés », de Soresbar (aéroport), Hachette Antilles, d'Air Guadeloupe. A la Sécurité sociale, plusieurs arrêts de travail se sont produits.

Toutes ces grèves ont pour but : augmentation de salaires,

réembauche de travailleurs licenciés, amélioration des conditions de travail, respect de la dignité comme à Soresbar.

Dans la plupart de ces mouvements, les travailleurs ont pu obtenir des satisfactions totales ou partielles mais ont toujours repris le travail après avoir arraché aux patrons des avantages importants. Certaines de ces entreprises sont encore en lutte.

Dans bon nombre de secteurs (commerce, canne, docks), le mécontentement grandit. Les travailleurs ressentent durement les

effets de la vie chère et n'acceptent pas d'en faire les frais, ni de faire les frais des licenciements que veulent opérer les patrons, un peu partout.

C'est dire combien est grande la combativité des travailleurs.

Ceux du Ciment Antillais, de l'usine Beauport, ont su donner l'exemple en organisant leur grève jusqu'à satisfaction, en organisant manifestations de rue et prises de parole.

Dans les jours qui viennent, nous pouvons assister à de nouvelles et dures actions revendicatives.

La direction de la CGTG envisage une grève générale. C'est une bonne chose, mais à condition que cette grève soit un véritable mouvement unitaire et massif qui ne soit pas limité à des journées d'action qui ne mobilisent qu'une faible partie de la classe ouvrière.

Il revient aux travailleurs dans chaque secteur de préparer l'offensive, d'organiser des réunions, de présenter leurs revendications et de se préparer à ce mouvement.

Des revendications communes

et de fermes résolutions doivent être prises. Les 2.400 F pour tous doivent être exigés, ainsi que l'interdiction totale des licenciements et la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Il est temps qu'un grand mouvement ouvrier général éclate et oblige les patrons à céder.

Un tel mouvement offensif peut en effet prendre la forme d'une grève générale jusqu'à satisfaction.

Mais c'est aux travailleurs d'engager une telle épreuve de force.

Sucreries : il faudra se battre pour obtenir satisfaction

Le bruit court de plus en plus que la mise en route des usines se fera à la mi-février. Jusqu'à présent, aucun accord, ni sur les salaires, ni sur les conditions de travail, n'a été signé entre les syndicats ouvriers et les syndicats patronaux. Il y a eu une seule réunion de la commission paritaire le 20 janvier dernier, mais elle n'a débouché sur rien.

Les ouvriers des sucreries ont, au cours de diverses réunions, mis au point leur cahier de revendications. Ils réclament 15 % d'augmentation de salaire, une révision complète de la convention collective qui date de 1953, une indemnité de fin de récolte pour les travailleurs saisonniers, et bien

d'autres revendications ayant trait à l'amélioration générale des conditions de travail.

Mais ce n'est pas autour d'une table de négociations que les ouvriers des usines à sucre contraindront les patrons à leur donner satisfaction. Dans cette période de crise ceux-ci feront tout pour ne rien céder. Non qu'ils ne soient pas en mesure de satisfaire ces revendications, somme toute bien minimes, mais tout simplement parce qu'ils ne veulent pas réduire leur profit. Alors face à cela, il ne reste aux travailleurs qu'une seule solution : la lutte.

Les patrons ne cèdent que face à la force : ceux de Beauport s'en sont rendus compte tout récemment, ceux de Grosse-Montagne en font la démonstration chaque année. Les ouvriers des sucreries auront d'autant plus de chances de gagner qu'ils sauront coordonner leur lutte, lui donner une direction centralisée élue par l'ensemble de leurs camarades et la lier à celle des ouvriers agri-

coles et des petits planteurs. Mené de la sorte, leur combat pourrait être rejoint par d'autres catégories de travailleurs qui, elles aussi, en ont assez de la dégradation de leur pouvoir d'achat.

L'incurie des services publics

Travailler dans un service public, c'est une façon de voir comment l'Etat colonialiste bourgeois méprise la population, mais aussi ceux qui y travaillent.

En effet, du personnel, nous ne cessons de le répéter, tous les hôpitaux en ont besoin. Cependant, malgré les déclarations sur l'humanisation des hôpitaux, des faits quotidiens nous font sortir de notre « rêve ». Ainsi, à St-Joseph, le directeur vient de décider que la garde de nuit sera as-

surée par une seule personne pour tout l'hôpital, alors qu'auparavant trois aides-soignantes l'assuraient. Au Robert, rester trois mois sans être payé c'est chose normale pour la direction et faire grève pour obtenir son dû entraîne des sévices.

Au CHF, la création de 238 postes supplémentaires demandés en 1977 n'a pas eu l'approbation du préfet et reste jusqu'à ce jour lettre morte. Embaucher des auxiliaires est aussi l'un des moyens qu'utilisent les administrations pour faire des économies sur le dos des travailleurs. Introduire des entreprises sous-traitantes comme la Maintenance est une autre façon de tirer de substantiels profits de ces travailleurs.

Fermer des maternités, mettre des sages-femmes en chômage alors qu'on entend parler de protection des mères d'enfants, et de surveillance de la grossesse, voilà ce dont est capable le préfet, représentant direct du gouvernement français.

Pourtant, les travailleurs payent des impôts qui sont censés être utilisés pour les services publics. Mais la réalité, c'est que l'argent de nos impôts sert à tout autre chose. Il sert, principalement à la bombe atomique, à donner des subventions et des crédits de toutes sortes aux capitalistes de tout bord, puisque l'Etat ne participe pas au fonctionnement des hôpitaux. L'Etat ne donne que 20 pour cent des crédits uniquement pour la construction de nouveaux services ou de nouveaux hôpitaux.

Et les élections prochaines ne risquent pas de nous dispenser de lutter. En effet, la gauche française qui risque d'arriver au gouvernement vient de réaffirmer son soutien à la bombe atomique ; cela veut dire qu'elle est prête comme l'a fait la droite à dépenser l'argent des travailleurs pour équiper l'armée des képis rouges et des légionnaires au lieu de prendre l'argent des exploités pour construire des écoles et des hôpitaux.

Travailleurs, élevez des députés de Combat Ouvrier

(Suite de l'éditorial)

Mais si c'est la gauche qui vient au gouvernement, les travailleurs ne seront pas mieux représentés. Car si cette gauche est victorieuse, elle héritera de tout l'arsenal anti-populaire qui est au service des riches. Et lorsqu'une telle gauche s'avisera de réprimer les travailleurs, les voix des députés de gauche se tairont. Car solidaires et dépendant du Parti Communiste Français, lui aussi prêt à aller au gouvernement, et du Parti Socialiste, qui sous un gouvernement de droite avanceraient, avec juste raison, des critiques, les députés de gauche, communistes et socialistes, se garderont bien d'intervenir contre un gouvernement dont ils dépendront. Soucieux de leur carrière et de ne pas déplaire au gouvernement de gauche et en fin de compte à Mitterrand, ces députés se tairont. Ils se tairont sur tous les mauvais coups qu'organiserait l'ancien politicien Mitterrand — onze fois ministre sous la Quatrième République. Ils se tairont encore lorsque Mitterrand organisera la répression contre notre peuple et contre les travailleurs en particulier. Sans compter que la plupart de ces politiciens de gauche ne sont à gauche que parce qu'ils sont attirés par l'odeur des allées du pouvoir.

C'est pourquoi nous croyons que les travailleurs ont intérêt à envoyer au Parlement des députés de Combat Ouvrier. Car un ou plusieurs députés de Combat Ouvrier sera à même, lui, de refuser d'entrer dans le jeu de ces politiciens professionnels qui, une fois les élections terminées, vont tranquillement siéger à l'Assemblée nationale en cautionnant tous les mauvais coups d'un éventuel gouvernement de gauche.

Tous ceux qui font partie de la population laborieuse ont intérêt

à avoir au sein du Parlement des députés qui les représentent véritablement. Petits commerçants ou agriculteurs ont à crier les difficultés énormes rencontrées dans leurs boutiques ou dans leurs champs dévastés par la sécheresse ou par les parasites.

Les femmes ont intérêt à vouloir aussi cela. Car leur condition d'être humiliées, écrasées, les conduit à vouloir crier leur colère devant ce monde d'injustice et d'inégalités.

Les chômeurs pour qui la seule perspective reste de s'exiler vers la France, eux aussi, ont intérêt à envoyer des députés de Combat Ouvrier au Parlement.

Car ils seront sûrs alors que la voix qui s'élèvera, parlera dans ce Parlement sera la leur. Car les

députés de Combat Ouvrier n'auraient ni partis, ni Premier ministre à ménager.

Ce n'est pas le cas pour les candidats des autres partis. Ils sont tous liés à des partis français qui leur dictent leur conduite. C'est le cas des candidats du PCG et PCM qui, demain, obéiront aux injonctions de se taire lancées par un Marchais, devenu ministre.

Un député de Combat Ouvrier, lui, n'aurait pas d'avis à demander à Marchais ou à Mitterrand pour intervenir publiquement contre les sales coups qu'ils prépareraient inévitablement contre les travailleurs. Un député de Combat Ouvrier, face aux mauvais coups du gouvernement et aux approbations ouvertes ou tacites des députés de gauche du PCF ou du

PS de Mitterrand, n'hésitera pas, lui, à faire appel à toute la population laborieuse pour barrer la route aux agissements des gouvernants.

Oui les travailleurs ont tout intérêt à ce que ceux qui les représentent soient des députés de Combat Ouvrier.

Parce que ceux-ci ne seront pas pieds et poings liés face aux partis de la gauche française. Parce qu'ils seront indépendants d'elle. Parce qu'ils pourront s'opposer à tout ce qui ira à l'encontre des intérêts spécifiques des travailleurs, mais aussi ils s'opposeront à tout ce qui va à l'encontre des droits des Antillais. Ils mobiliseront travailleurs, petits agriculteurs, artisans pêcheurs, femmes chômeurs, jeunes, petits commerçants contre tout ce qui

pourrait les toucher en particulier dans la politique gouvernementale.

Or, cela, ni les candidats du PC, ni ceux du PS, ne pourront le faire car précisément ce seront leurs amis politiques qui seront au pouvoir.

Oui, les travailleurs doivent élire des députés Combat Ouvrier à ces élections du 12 mars !

Travailleurs, pour avoir des représentants qui ne soient soumis ni à la droite, ni à Marchais, ni à Mitterrand,

Elisez des députés de Combat Ouvrier !

Elisez des députés qui vous représentent vraiment !

La construction du parti ouvrier révolutionnaire, une nécessité

Nombreux jeunes et travailleurs se rendent compte peu à peu que les élections ne changent pas grand chose pour eux. Malgré l'attention qu'ils portent aux arguments des différents partis pendant la période électorale, ils ont en fait peu d'illusions et ne manifestent guère d'enthousiasme.

Pourtant dans les familles ouvrières, dans les campagnes, le mécontentement est profond face aux problèmes que les travailleurs affrontent journellement à cause de la vie chère, du manque d'emploi. La misère morale de toutes les couches pauvres est elle aussi sans limite.

Jusqu'à maintenant, cette colère gronde sourdement sur tous

les chantiers, dans les plantations, dans les bureaux, ainsi que dans les cases où des dizaines de milliers de femmes et de jeunes restent immobilisés par le chômage. Les travailleurs se mettent en grève, séquestrent un patron. Dernièrement, ce fut le cas en Guadeloupe à l'usine Beauport ; puis pour le patron de Soresbar, quelques jours après le directeur de la Sécurité sociale était maintenu dans son bureau par les travailleurs en colère. Il en est de même dans bon nombre d'entreprises en Martinique. Toutes ces luttes témoignent d'une grande combativité dans la classe ouvrière, mais il faut aller plus loin.

Ce système inique qui permet,

aux Antilles comme ailleurs, qu'une minorité vive dans le luxe et l'opulence, alors que les deux tiers au moins de la population vivent dans des conditions moyen-âgeuses, doit disparaître.

Pour cela, toute leur colère, les travailleurs devront la transformer en force agissante et s'organiser méthodiquement.

La construction du parti ouvrier révolutionnaire est nécessaire.

Il n'est pas possible de se battre en rang dispersé contre un ennemi qui dispose de tant de pouvoir. Il n'est pas possible de se battre sans une préparation sérieuse.

Il faut que les travailleurs disposent d'un parti représentant réellement leurs intérêts. Un parti

qui sera formé des ouvriers et des militants révolutionnaires les plus conscients, les plus dévoués et qui auront pour tâche de préparer la lutte, et qui seront parmi les cadres de la révolution de demain. Ils pourront alors rassembler autour d'eux des milliers de travailleurs, de jeunes, de femmes de chômeurs pour la lutte révolutionnaire.

Pour l'instant, ce parti n'existe pas en Guadeloupe et en Martinique. Les Partis Communistes sont bien des partis ouvriers, mais ils s'accommodent fort bien de la société actuelle.

La création d'un parti communiste révolutionnaire est d'une nécessité vitale, il est pour le renversement de la société capitaliste un outil indispensable.

Guadeloupe : la gauche divisée

LES partis de gauche et certains hommes se qualifiant de gauche ont déjà pris position et presque tous ont présenté leur programme et leurs candidatures aux élections législatives.

Le fait le plus marquant est l'éclatement du comité permanent de la gauche guadeloupéenne. Dans ce comité, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement Progressiste Guadeloupéen ont tenté pendant près de deux ans de présenter une image unitaire. Mais, voilà, à l'approche des élections, chacun tire son épingle du jeu et ira séparément aux élections.

Au-delà des discussions sur « l'autonomie en accord avec la France » qui soi-disant effrayerait les socialistes, départementalistes à tout crin, ce sont les ambitions personnelles de ces professionnels de la politique qui sont à l'origine de cette division.

Voilà donc le PCG obligé de présenter ses propres candidats dans les deuxième et troisième circonscriptions, respectivement Serge Pierre Justin et Gerty Archimède. Pour ce qui est de la première circonscription, la candidature d'Ibéné, député sortant ne faisait aucun doute. Quant aux socialistes, ils soutiendront Esdras, du Mouvement Progressiste Guadeloupéen dans la troisième circonscription, Jalton bien entendu dans la deuxième et envisagent de soutenir la candidature de Paul Valentino dans la première circonscription.

Socialistes et communistes s'opposent donc partout.

Par ailleurs, certains, à l'instar de Guy Tirolien, poète connu, se présenteront aussi comme hommes de gauche, en dehors du soutien des grands partis.

Le mouvement constitué par Rosan Girard tentera d'apparaître aussi sur la scène au nom du grand « rassemblement multi-

classes et multi-races » prôné par ce dernier. D'anciens communistes, de vieux socialistes de retour comme Valentino et d'autres jeunes en quête de tremplin politique se sont déjà mis à la remorque de Rosan Girard, pesant les chances de cette nouvelle tentative politique... non dénuée d'électoratisme, pesant aussi leurs chances personnelles dans la course aux honneurs. Ils espèrent demain se retrouver les interlocuteurs valables d'un gouvernement français prêt à négocier un nouveau statut pour la Guadeloupe.

Martinique : la Fédération socialiste se rebiffe !

Depuis le début du mois de janvier, le Front National pour l'Autonomie a fait connaître ses candidats aux élections législatives de mars 1978.

Marcel Manville et Danny Emmanuelle, dans le nord, Georges Gratiant et Platon, dans le sud, membres du PCM, et les deux candidats du centre, Aimé Césaire et Camille Darsières, sont les leaders du PPM.

La Fédération du Parti Socialiste qui est membre du Front n'est pas représentée. Elle a été la laissée pour compte dans cette affaire.

Mécontente, elle a décidé de se battre pour avoir sa part du gâteau. Wan Ajouh, secrétaire de la Fédération socialiste, a d'abord tenté de se présenter au nom des maires du sud. Mais les quelques élus qui ont répondu à son appel lui ont imposé des conditions telles, entre autres faire campagne

Voilà donc un beau panier à crabe.

De tous bords, les termes de « changement », de « décentralisation », d'« autonomie », de « respect de l'article 72 de la Constitution (cher à Valentino) sont légion. Tous parlent au peuple de chômage, de crise économique, de dignité... « Voter pour moi et je ferai changer les choses » disent-ils en un mot.

Tous ces hommes occupent déjà ou ont occupé postes électoraux et sinécures en tout genre : ils sont maire, conseiller gé-

contre l'autonomie, qu'il a dû abandonner cette solution.

Finalement, il s'est présenté suppléé par Dogué, maire de Ducos, dans le sud, et il est contre l'autonomie et contre l'indépendance, dira-t-il sur les ondes de FR3. Avant même les élections, ce socialiste a déjà eu le temps de retourner sa veste plusieurs fois pour et contre l'autonomie. Il a prévenu : peu lui importent les intérêts des électeurs. Ne compte pour lui que la possibilité d'être élu.

Gratiant : un « communiste » qui réprime les travailleurs

Gratiant, candidat du PCM dans le sud, maire du Lamentin et membre du bureau politique du PCM, s'est illustré à plusieurs reprises pour son attitude anti-ouvrière.

En 1975, alors qu'il était membre du Conseil d'administration

néral, ex-député, ex-administrateur des « colonies » ou délégué à l'ONU. Tous ont déjà pu montrer ce qu'ils sont capables de faire : palabrer en cénacle et faire de belles phrases, encroûtés qu'ils sont dans le parlementarisme et le dialogue avec les représentants du gouvernement. Chaque fois que le pouvoir colonial s'est opposé aux revendications des travailleurs antillais, ce ne sont pas ces politiciens-là qu'il a trouvé en face de lui, mais les seuls travailleurs dans des grèves ou des manifestations. Ces hommes-là sont bien trop attachés à

des Eaux du Sud et que les travailleurs de cette société s'étaient mis en grève en solidarité avec ceux du bâtiment, il n'a pas hésité à faire appel à l'armée pour briser leur grève. Il s'est conduit dans cette affaire comme un véritable patron de combat, n'hésitant pas non plus à menacer les travailleurs de licenciement.

Les municipalités communistes et la démocratie

Nestoret, maire communiste de Morne-Rouge et Cerland, maire communiste du Macouba, nous ont refusé le droit de parler sur la place publique dans leur commune respective. Gratiant, maire communiste du Lamentin, oppose un refus catégorique à nos demandes de salles afin de tenir des réunions publiques.

Comme les municipalités de droite, les municipalités dirigées par le PCM s'entendent pour tenter de fermer la bouche aux révolutionnaires.

Cette attitude dictatoriale montre bien le vide des discours de

respecter les consignes de la gauche française, une gauche plus soucieuse de conserver des colonies françaises que des intérêts des travailleurs antillais.

Aujourd'hui les travailleurs ont la possibilité d'envoyer au Parlement non point des gens qui se tairont au Parlement mais des députés qui feront appel aux travailleurs pour barrer la route à tous les mauvais coups que voudra faire le gouvernement. Et cela, seuls les candidats de Combat Ouvrier s'engagent à le faire.

Votez Combat Ouvrier !

En 1976, Gratiant s'est trouvé opposé à la grève des employés du Clair Logis dont il était également membre du Conseil d'administration. Refusant de répondre aux revendications du personnel, il avait préféré faire fermer le Centre, mettant ainsi à la porte les éducateurs et les dizaines d'enfants inadaptés.

ce parti sur la démocratie nécessaire aux travailleurs.

Et l'on comprend mal pourquoi le PCM s'indigne des atteintes au droit d'expression dont il est victime de la part du colonialisme ; puisque lui-même utilise exactement les mêmes méthodes vis-à-vis de ses adversaires politiques.

Les membres du PCM se chargent, quand ils en ont les moyens, d'empêcher les travailleurs révolutionnaires de s'exprimer. Il faut croire que s'ils avaient encore plus de pouvoir, ils tenteraient sans doute d'étouffer complètement leurs voix.

Arlette LAGUILLER

soutien aux candidats de COMBAT OUVRIER

JE suis heureuse et fière de pouvoir apporter mon soutien et celui de Lutte Ouvrière, aux candidats présentés par Combat Ouvrier en Guadeloupe et en Martinique.

Je suis profondément solidaire d'eux, d'abord pour ce qu'ils sont : des salariés, ouvriers et employés pour la plupart, d'autant plus capables d'être les défenseurs des intérêts des travailleurs des villes et des campagnes, qu'ils sont eux-mêmes des travailleurs. Et je suis solidaire d'eux pour ce qu'ils disent, car ce qu'ils disent est juste.

Choisir dans ces élections entre les candidats des partis de droite et ceux des partis qui se réclament de l'Union de la gauche, c'est en réalité un faux choix.

Les députés de la droite soutiennent la politique ouvertement anti-ouvrière, anti-populaire du gouvernement de droite en place.

Ils soutiennent les mesures d'austérité contre les classes laborieuses, alors même que les grands possédants bénéficient d'aides et de subventions colossales aux frais des contribuables. Les députés de gauche, qu'ils

soient du Parti Socialiste ou du Parti Communiste, de leur côté, soutiendront, si c'est la gauche qui sort majoritaire de ces élections, le futur gouvernement Mitterrand. Mais les travailleurs n'ont pas plus à attendre de cet homme politique, qui avait déjà participé à tant de gouvernements réactionnaires sous la Quatrième République, qui avait été partisan de la guerre d'Algérie, qu'ils n'ont à attendre d'un Barre.

Mitterrand, avec Marchais, ou sans lui, gouvernera au profit des bourgeois et des possédants. Ils trahiront les espoirs des travailleurs et des petites gens, comme ils le font déjà, avant même d'arriver au pouvoir, notamment en abandonnant leur ancienne opposition à la bombe atomique et en devenant les supporters farouches de l'armée.

Alors oui, je pense qu'en Martinique et en Guadeloupe, tout comme en France, les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants, ont tout intérêt à envoyer au Parlement des députés qui les représentent ; des députés qui soient aussi hostiles à un éventuel gouvernement de droite mais qui soient méfiants aussi vis-à-vis d'un éventuel gouvernement de la gauche.

Des députés qui aient la volonté de s'élever contre toutes les mesures anti-ouvrières et anti-populaires, quel que soit le gouvernement qui les prend et qui avertiraient les travailleurs contre tous les mauvais coups qu'on leur prépare, afin de leur permettre de se défendre.

Et les travailleurs, les petites gens de la Martinique et de la Guadeloupe ont des raisons sup-

plémentaires de se donner de tels députés. Eux qui, non seulement exploités en tant que travailleurs, mais opprimés en tant que Guadeloupéens ou Martiniquais par un pouvoir colonial qui ne peut pas même faire semblant d'être le leur. Eux qui sont frappés par un chômage catastrophique, poussés à l'émigration pour gagner leur vie ; eux dont la dignité d'hommes et de femmes est si souvent atteinte par une administration coloniale qui cache à peine son racisme.

Eux, ils doivent savoir que si la droite les opprime, la gauche française a montré dans le passé qu'elle était capable de rivaliser avec la droite pour être l'artisan des pires politiques coloniales. Il faut que leur voix se fasse entendre au Parlement pour dénoncer la scandaleuse situation qui est la leur.

Alors, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, les travailleurs, les petits paysans, les petits commerçants et artisans de la Martinique et de la Guadeloupe, ont intérêt à envoyer au Parlement ne fut-ce qu'un député de Combat Ouvrier, car ce sera un député que rien ne fera taire, aucune complicité avec les partis de la droite, ou de la gauche française.

La logique coloniale veut que, même dans une institution prétendument représentative comme le Parlement, la Martinique et la Guadeloupe soient réduites au rôle d'éternels minoritaires, avec six députés sur près de cinq cents, même pour les décisions qui ne concernent qu'elles. Alors, il est de l'intérêt de tous ceux que cette situation révolte d'en-

voyer au Parlement des députés de Combat Ouvrier qui, au moins, diront ce qu'ils en pensent, sans se soucier de ménager ni un Giscard, ni un Mitterrand.

En Guadeloupe, j'appelle à voter pour Max Céleste, pour Gérard Séné, pour Philippe Anais. En Martinique, j'appelle à voter pour Jean-Jacques Magit, pour Henri Elisabeth et pour Gislaïne Joachim-Arnaud, seule candidate, seule femme à se présenter.

Et je suis profondément convaincue que nombreux seront les travailleurs, les exploités de la Guadeloupe et de la Martinique à se rendre compte qu'ils ont tout intérêt à ce que, au Parlement, qui sortira des urnes en mars, au moins une des circonscriptions de la Martinique et de la Guadeloupe, soit représentée par un député de Combat Ouvrier.



TUNISIE : la répression n'éteindra pas la colère des travailleurs

DEUX mille arrestations, plus de deux cents (chiffres officiels) travailleurs assassinés par les forces de l'ordre, telle a été la réponse du gouvernement tunisien à la grève générale du 26 janvier 1978. Pourtant, les travailleurs ont bien des raisons de manifester dans la rue leur mécontentement.

Les ouvriers, les jeunes, les chômeurs, en ont assez des salaires misérables, du chômage qui

touche 40 % de la population active, enfin du sort scandaleux qui est leur lot sous la dictature de Bourguiba.

Rien n'a arrêté le soi-disant socialiste Bourguiba pour protéger les intérêts de la bourgeoisie tunisienne mais aussi les super-profits des capitalistes européens qui, en Tunisie, bénéficient d'avantages fiscaux et surtout de la possibilité de verser des salaires quatre à cinq fois moins

qu'en Europe. Bourguiba a fait mitrailler ceux qui manifestaient pour leur droit, leur dignité.

Mais les travailleurs ne baisseront pas la tête. Ils le montrent d'ailleurs déjà. Et pour cent d'entre eux qui sont massacrés, ce sont des milliers qui se dresseront plus décidés, plus durs pour la lutte.

Bien sûr, cette fois-ci les tra-

vailleurs tunisiens ont laissé la direction de leur mouvement au dirigeant du syndicat UGTT, un politicien plus intéressé par la succession de Bourguiba qui se fait vieux que par les intérêts des travailleurs, et qui s'est en sorte servi d'eux. Mais il n'est pas dit que demain les travailleurs tunisiens ne sauront pas s'organiser pour contrôler eux-mêmes leur combat et abattre cette dictature anti-ouvrière.

TCHAD : les troupes françaises interviennent dans les combats

Le 29 et 30 janvier, 2 avions de l'armée tchadienne ont été abattus par les rebelles du Tibesti. Mais on apprend à cette occasion que les 3 officiers qui pilotaient un des avions ont été tués.

On est bien loin des beaux discours de Giscard et consort sur « l'Afrique aux Africains ».

Cet événement met en lumière l'intervention militaire directe de la France pour soutenir le régime de dictature détesté du général Malloum. Le personnel civil et militaire français ainsi que le matériel militaire français participent aux massacres des populations révoltées.

Le gouvernement français in-

tervient directement et le plus souvent plus discrètement pour soutenir l'ensemble des dictateurs au pouvoir dans les pays africains de l'ancienne colonie française. Ces interventions ont pour but de défendre et de promouvoir les intérêts des capitalistes français. Ceux de Boussac au Tchad, qui a la haute main sur la production de coton, ceux

de de Wendel en Mauritanie, ceux d'Empain au Zaïre.

Le gouvernement prouve encore une fois qu'il est au service des bourgeois français. Il soutient les régimes réactionnaires africains, pour que les capitaux des Boussac, de Wendel, Empain et autres puissent prospérer en toute quiétude.

FRANCE : la recherche de bandits, un prétexte au déploiement policier

Depuis quelques semaines, les forces de police sont plus que jamais omniprésentes.

On les rencontre partout, multipliant les contrôles d'identité, les fouilles de voitures, les perquisitions.

A en croire Giscard, Peyrefitte

et la presse à leur dévotion, il s'agirait, dans un climat d'insécurité grandissante, de rassurer les Français et de renforcer leur protection.

Ces derniers temps, la chasse au tueur de Sucy-en-Brie, puis l'enlèvement du baron Empain

sont venus accréditer cette thèse gouvernementale.

Aujourd'hui, Maupetit est sous les verrous. Pourtant, les forces de police sont toujours aussi mobilisées, aussi vigilantes, et leur déploiement est aussi important.

En fait, Maupetit et le baron Empain ne sont pour le gouver-

nement que des alibis qui lui permettent, dans une période électorale, d'une part de mettre sa police en position de contrôler le déroulement des opérations électorales, d'autre part, de rassurer par une démonstration de force et d'autorité un électoralat prétendument inquiet.

Une travailleuse antillaise en instance de saisie

Une antillaise, agent de service aux PTT à Paris, risque d'être saisie pour dettes.

Son mari au chômage depuis mars 1977 l'a quittée couverte de dettes. Enceinte, elle se retrouve seule avec 3 enfants à charge.

Maintenant on retient sur son maigre salaire des sommes destinées à payer des journées d'hôpital dûes. Dernièrement, un huissier est venu lui signifier un arrêt de saisie sur tout ce qu'elle a dans la maison, même les jouets d'enfant. Elle dut verser 500 F pour arrêter le processus. Après un appel à l'administration et en particulier au service social, elle ne reçut que 100 F pour finir le mois et de vagues promesses d'aide.

Dès qu'il s'agit d'aider un travailleur en difficulté, l'Etat se fait prier, mais quand il s'agit des bourgeois, il les aide sans compter l'argent dépensé. Ainsi pour renflouer la sidérurgie, il versa des milliards aux capitalistes. Mais pour aider une travailleuse en difficulté, on étudie les dossiers et on l'aide avec parcimonie.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 388

97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

BP 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

Graphie-Press

Epinay-sur-Seine

Commission paritaire

N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F

— sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F

ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 566 71 La Source